



# Assemblée générale

Distr. limitée  
20 novembre 2001  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-sixième session

### Troisième Commission

Point 119 b) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme :**  
**questions relatives aux droits de l'homme,**  
**y compris les divers moyens de mieux assurer**  
**l'exercice effectif des droits de l'homme**  
**et des libertés fondamentales**

**Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède :**  
**projet de résolution**

### Situation des droits de l'homme au Cambodge

*L'Assemblée générale,*

*S'inspirant* des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup> et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>2</sup>,

*Rappelant* l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991<sup>3</sup>, et notamment sa partie III relative aux droits de l'homme,

*Rappelant également* sa résolution 55/95 du 4 décembre 2000, la résolution 2001/82 de la Commission des droits de l'homme, en date du 25 avril 2001<sup>4</sup>, et rappelant en outre les résolutions adoptées antérieurement sur la question,

*Considérant* qu'en raison des tragiques événements de l'histoire du Cambodge, des mesures spéciales sont nécessaires pour assurer la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et empêcher le retour aux politiques et pratiques du passé, comme le prévoit l'Accord signé à Paris le 23 octobre 1991,

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>2</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>3</sup> A/46/608-S/23177.

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2001, Supplément No 23* et rectificatif (E/2001/23), chap. II, sect. A.



*Souhaitant* que la communauté internationale continue de se montrer disposée à aider à enquêter sur les tragiques événements de l'histoire du Cambodge, notamment sur les responsables des crimes internationaux, tels que les actes de génocide et les crimes contre l'humanité commis dans le passé, à l'époque du régime du Kampuchéa démocratique, de 1975 à 1979,

*Ayant à l'esprit* la demande formulée en juin 1997 par les autorités cambodgiennes, qui sollicitaient une assistance pour prendre les mesures qu'appelaient les graves violations du droit cambodgien et du droit international commises dans le passé, la lettre, en date du 15 mars 1999, adressée au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général<sup>5</sup> et le rapport du Groupe d'experts nommé par le Secrétaire général qui y était annexé, ainsi que les discussions entre le Gouvernement cambodgien et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au sujet des normes et des procédures à appliquer pour traduire en justice les dirigeants khmers rouges qui portent une responsabilité particulièrement lourde dans les violations des droits de l'homme les plus graves commises dans les années 1975-1979,

*Considérant* le souci légitime du Gouvernement et du peuple cambodgiens d'assurer l'application des principes de justice internationalement reconnus et d'oeuvrer à la réconciliation nationale,

*Considérant également* que la responsabilité individuelle des auteurs de violations graves des droits de l'homme est l'un des éléments fondamentaux de toute voie de recours pour les victimes, la pierre angulaire de tout système judiciaire juste et régulier et, en fin de compte, une condition essentielle de la réconciliation et de la stabilité dans un État,

*Se félicitant* du rôle que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme continue de jouer dans la défense et la protection des droits de l'homme au Cambodge,

## **I. Soutien de l'Organisation des Nations Unies et coopération avec celle-ci**

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour les droits de l'homme au Cambodge et en collaboration avec le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge, d'aider le Gouvernement cambodgien à assurer la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et de prévoir suffisamment de ressources pour permettre au Haut Commissariat de maintenir sa présence opérationnelle dans le pays et au Représentant spécial, de continuer à s'acquitter de ses tâches avec diligence;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut Commissariat dans le cadre de l'aide qu'il apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour promouvoir et protéger les droits de l'homme<sup>6</sup>;

---

<sup>5</sup> A/53/850-S/1999/231.

<sup>6</sup> A/56/230.

3. *Accueille également avec satisfaction* le rapport du Représentant spécial<sup>7</sup>, félicite le Gouvernement cambodgien de l'esprit d'ouverture et de coopération dont il a fait preuve au cours des visites du Représentant spécial, l'encourage à poursuivre sa coopération à tous les niveaux gouvernementaux, appuie les appels lancés par le Gouvernement cambodgien et le Représentant spécial en vue d'accroître l'aide internationale au Cambodge et de continuer à contribuer à la réduction de la pauvreté, salue l'intérêt et l'appui que la communauté internationale ont apportés lors de la réunion du Groupe consultatif sur le Cambodge tenue à Tokyo les 12 et 13 juin 2001, et encourage les pays donateurs et les autres parties intéressées à honorer leurs promesses d'aide et leurs engagements;

4. *Prie* le Gouvernement cambodgien de continuer de coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin de régler les questions en suspens conformément aux normes internationales, de façon que les deux parties puissent signer sans plus tarder le mémorandum d'accord portant prorogation du mandat du bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme au Cambodge, note avec regret les retards enregistrés à ce jour à ce titre et encourage le Gouvernement cambodgien à poursuivre sa coopération avec le Haut Commissariat;

5. *Constate avec satisfaction* que le Secrétaire général utilise le Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge pour financer le programme d'activités du bureau du Haut Commissariat au Cambodge, tel qu'il est défini dans les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, et invite les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les fondations et les particuliers à envisager de verser des contributions à ce fonds;

## **II. Réforme administrative, législative et judiciaire**

1. *Note avec préoccupation* les problèmes qui continuent de se poser pour ce qui est de l'état de droit et du fonctionnement de la justice, notamment en raison de la corruption, en particulier les interventions du pouvoir exécutif dans l'action indépendante de la magistrature, se félicite de l'engagement pris de nouveau par le gouvernement de réforme de pouvoir judiciaire et s'engage à continuer de prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'indépendance, l'impartialité et l'efficacité du Conseil suprême de la magistrature et du système judiciaire dans son ensemble ainsi qu'accroître les allocations budgétaires à l'ordre judiciaire, ce qui devrait se traduire notamment par une diminution du nombre de détentions préventives excessives;

2. *Exhorte* le Gouvernement cambodgien à poursuivre ses efforts en vue d'adopter sans tarder les lois et codes qui sont les composantes indispensables du cadre juridique de base, et notamment le projet de statut des magistrats, un code pénal, un code de procédure criminelle, un nouveau code civil ainsi qu'un code de procédure civile, de réformer l'administration de la justice et de renforcer la formation des magistrats et des avocats, demande à la communauté internationale d'aider le Gouvernement à cette fin et se félicite, entre autres, de l'élaboration des lois sur les forêts et la pêche;

<sup>7</sup> Voir A/56/209.

3. *Se félicite* de la promulgation de la loi foncière, prend note avec préoccupation des problèmes liés à la terre et, notamment, l'appropriation illicite de terres, les expulsions et les nouveaux déplacements, et prie instamment le Gouvernement cambodgien de poursuivre ses efforts pour mettre en place un système de cadastre efficace et transparent, comme prévu par la loi, afin de régler ces problèmes;

4. *Se félicite également* de l'action que mène le Gouvernement cambodgien pour exécuter son programme de réforme, notamment en adoptant le Plan d'action dans le domaine de la gouvernance, en encourage l'exécution rapide et efficace et engage la communauté internationale à aider le gouvernement dans cette tâche;

5. *Se déclare vivement préoccupée* par la persistance de l'impunité au Cambodge, félicite le Gouvernement cambodgien d'avoir décidé de s'attaquer à ce problème et l'exhorte à continuer dans cette voie en ouvrant d'urgence des enquêtes sur tous les crimes graves, y compris les violations des droits de l'homme, et en traduisant en justice tous les responsables, dans le respect des procédures régulières et des normes internationales relatives aux droits de l'homme, et encourage la communauté internationale à aider le Gouvernement, en lui fournissant une assistance technique ou en mettant des experts à sa disposition, à honorer ses engagements, et de traduire plus efficacement les coupables en justice;

6. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour démobiliser ses forces armées, y compris le lancement de la première partie du programme de démobilisation, encourage le Gouvernement à mettre en oeuvre le contenu du Livre blanc sur la défense nationale et à continuer d'effectuer des réformes effectives, notamment en appliquant un programme complet de démobilisation qui comprenne le désarmement des soldats démobilisés sur la base de l'expérience acquise grâce à un projet pilote, visant à l'établissement de forces de police et militaire professionnelles et impartiales, et invite la communauté internationale à continuer d'aider le Gouvernement à cette fin;

7. *Se félicite également* de la promulgation de la loi sur l'administration des communes et sangkat et de la loi sur l'élection des conseils de communes et sangkat et des élections prévues pour le 3 février 2002; prie instamment le Gouvernement cambodgien, y compris aux niveaux local et provincial, de tenir des élections libres et justes sans violence à l'égard de l'un des partis, et encourage la communauté internationale à aider le Gouvernement à cette fin; prie aussi instamment tous les partis politiques de participer à l'élection d'une manière démocratique et pacifique et, à cet égard, se félicite de l'accord par lequel les deux partis au pouvoir ont décidé de s'abstenir de la violence; prie instamment le Gouvernement cambodgien de mener des enquêtes approfondies sur tous les cas de violence et d'intimidation qui se produisent; et souligne l'importance de comités indépendants et transparents pour les élections nationales, provinciales et communales;

8. *Se déclare gravement préoccupée* par les conditions qui règnent dans les prisons au Cambodge, prend note avec intérêt de certains efforts importants pour améliorer le système pénitentiaire, recommande que la communauté internationale continue de fournir au Cambodge une assistance visant à améliorer les conditions matérielles de détention, et demande au Gouvernement cambodgien de prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour améliorer les conditions pénitentiaires, afin de fournir des soins de santé appropriés aux détenus, notamment en renforçant la coordination entre le Département de la santé dans les prisons et le Ministère de la

santé, les autorités provinciales et les organisations non gouvernementales qui s'occupent de ces questions, et pour empêcher toute forme de torture.

### III. Violations des droits de l'homme et violence

1. *Se déclare gravement préoccupée* par la persistance des violations des droits de l'homme, y compris la pratique de la torture, la fréquence excessive de la détention avant jugement, les violations des droits des travailleurs et les expulsions forcées, ainsi que la violence politique, l'implication de la police dans la violence et l'absence apparente de protection contre les lynchages, violations décrites dans le rapport du Représentant spécial, prend note de certains progrès réalisés par le Gouvernement cambodgien afin de traiter ces questions, et prie instamment le Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de telles violations;

2. *Demande instamment* qu'il soit mis fin à la violence et aux dénigrements raciaux à l'encontre des minorités ethniques, et exhorte le Gouvernement cambodgien à prendre toutes les mesures voulues pour prévenir cette violence et à s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant que partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>8</sup>, notamment en sollicitant une assistance technique;

### IV. Le Tribunal pour les Khmers rouges

1. *Réaffirme* que les violations les plus graves des droits de l'homme perpétrées au Cambodge au cours de l'histoire récente l'ont été par les Khmers rouges, et reconnaît que la chute définitive de ces derniers et les efforts continus déployés par le Gouvernement cambodgien ont ouvert la voie au rétablissement de la paix, de la stabilité et de la réconciliation nationale au Cambodge et permis de procéder à des enquêtes et de poursuivre les dirigeants des Khmers rouges;

2. *Se félicite* de la promulgation de la loi relative à la création de chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens pour la poursuite des auteurs de crimes commis au cours de la période du Kampuchea démocratique, en notant avec satisfaction les dispositions générales et la compétence de la loi, et l'attribution d'un rôle à l'Organisation des Nations Unies, demande au Gouvernement cambodgien de faire en sorte que les principaux dirigeants du Kampuchea démocratique et les principaux responsables de crimes et de violations graves du droit pénal cambodgien, du droit international humanitaire et du droit international coutumier, et des conventions internationales reconnues par le Cambodge soient jugés conformément aux normes internationales de justice, d'équité et de respect des procédures régulières, encourage le Gouvernement à continuer de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à ce sujet, se félicite des efforts déployés par le Secrétariat de l'ONU et la communauté internationale pour aider le Gouvernement à cette fin, exhorte le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies à conclure un accord dans les meilleurs délais pour que les chambres extraordinaires puissent commencer à fonctionner rapidement, et demande à la communauté internationale

<sup>8</sup> Résolution 2106 A (XX), annexe.

de fournir une assistance à cet égard, y compris un appui financier et en ressources humaines pour les chambres;

## **V. Protection des femmes et des enfants**

1. *Se félicite* des progrès réalisés pour améliorer la condition de la femme, et prie instamment le Gouvernement cambodgien de prendre les mesures appropriées pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, pour lutter contre toutes les formes de violence contre les femmes et pour prendre toutes les dispositions voulues pour respecter ses obligations en tant que partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment en sollicitant une assistance technique;

2. *Note avec une profonde préoccupation* le phénomène continu et croissant du trafic et de l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants et le nombre croissant de cas de VIH/sida, et prie le Gouvernement cambodgien d'étudier d'une manière approfondie ces problèmes et leurs causes sous-jacentes;

3. *Prie* le Gouvernement cambodgien d'améliorer la situation sanitaire des enfants et leur accès à l'éducation, de mettre en place et de promouvoir un système libre et accessible d'enregistrement des naissances, et d'établir un système efficace de justice pour mineurs qui soit conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme, et invite la communauté internationale à continuer d'aider le Gouvernement à cette fin;

4. *Se déclare gravement préoccupée* par le problème du travail des enfants sous ses pires formes, demande au Gouvernement cambodgien de prendre des mesures immédiates et effectives pour protéger les enfants de l'exploitation économique et de toute forme de travail qui pourrait être dangereux, qui pourrait compromettre leur éducation, ou qui serait nuisible à leur santé, leur sécurité ou leur morale, notamment en faisant appliquer les lois cambodgiennes concernant le travail des enfants, la législation du travail en vigueur et les dispositions de la loi antitrafic au nom des enfants, et en poursuivant ceux qui violent ces lois, invite l'Organisation internationale du Travail à apporter l'assistance nécessaire à cet égard, et encourage le Gouvernement cambodgien à envisager de ratifier la Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, adoptée en 1999 par l'Organisation internationale du Travail (Convention No 182);

## **VI. Promotion des droits de l'homme**

1. *Est consciente* de l'importance de l'éducation et de la formation dans le domaine des droits de l'homme au Cambodge, félicite le Gouvernement cambodgien, le Haut Commissariat et la société civile des efforts qu'ils déploient dans ce domaine, les encourage à renforcer et à diffuser plus largement les programmes entrepris en la matière, et invite la communauté internationale à continuer d'apporter son concours à ces efforts;

2. *Félicite* les organisations non gouvernementales présentes au Cambodge du rôle inestimable qu'elles jouent, notamment en faveur du développement de la société civile, et encourage le Gouvernement cambodgien à assurer la protection des

organismes de défense des droits de l'homme et de leurs membres, et à continuer d'oeuvrer en concertation étroite avec les organisations non gouvernementales au renforcement et à la défense des droits de l'homme au Cambodge, en particulier au cours de la période précédant les élections communales;

3. *Prend note avec intérêt* des activités entreprises par le Comité gouvernemental cambodgien des droits de l'homme, la Commission parlementaire des droits de l'homme et des recours et la Commission sénatoriale des droits de l'homme et des recours, souligne qu'il importe de renforcer la confiance dans ces institutions et d'encourager leurs activités, et invite la communauté internationale à leur apporter son assistance technique à cette fin;

4. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à poursuivre le travail de mise en place d'un mécanisme national indépendant de promotion et de protection des droits de l'homme, fondé sur les principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, connus sous le nom de « Principes de Paris »<sup>9</sup>, en coopérant étroitement avec la société civile, et prie le Haut Commissariat de continuer de fournir des conseils et une assistance technique à cette fin;

5. *Prie* le Gouvernement cambodgien de donner suite aux recommandations faites par les organes créés en vertu de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme au sujet des rapports présentés par le Gouvernement cambodgien, qui demande de s'acquitter de l'obligation de présenter tous les rapports prescrits par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cambodge est partie, et demande au Bureau du Haut Commissariat au Cambodge de continuer à prêter son concours à cet effet;

## **VII. Mines terrestres et armes légères**

1. *Se déclare vivement préoccupée* par les effets dévastateurs et déstabilisants des mines terrestres antipersonnel sur la société cambodgienne, se félicite des progrès accomplis par le Gouvernement cambodgien en matière de déminage et en soutien aux programmes d'aide aux victimes et de sensibilisation au problème des mines, encourage le Gouvernement à poursuivre les efforts entrepris dans ce sens, et félicite les pays donateurs et autres acteurs de la communauté internationale de leurs contributions et de leur aide au déminage;

2. *Se déclare préoccupée* par le grand nombre d'armes légères détenues par les civils, note avec satisfaction les progrès accomplis par le Gouvernement cambodgien dans ce domaine et la coopération de la communauté internationale dans le traitement des questions relatives aux armes légères, et encourage le Gouvernement à participer aux initiatives régionales et internationales visant à réduire le nombre d'armes légères illicites et, en particulier, à l'exécution des programmes mis en place;

<sup>9</sup> Voir résolution 48/134, annexe.

## VIII. Conclusion

1. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-septième session un rapport sur le rôle et les résultats de l'aide que le Haut Commissariat apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens aux fins de la défense et de la protection des droits de l'homme et sur les recommandations faites par le Représentant spécial au sujet de questions relevant de son mandat;

2. *Décide* de poursuivre à sa cinquante-septième session l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge au titre de la question intitulée « Questions relatives aux droits de l'homme ».

---